

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
NOUVEAU CENTRE DE TRI DE
COLLECTES SELECTIVES
Commune de Chambéry (73)

**Pièce n°8 : Incidences sur
l'environnement**



REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
1	22/03/2023	Première émission	L. VALLETTE-DEBORDE	C. CABLÉ
2	30/05/2023	Intégration des commentaires du client	L. VALLETTE-DEBORDE	M. LELOUP

COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
setec énergie environnement	Margot LELOUP
	Chef de projet
Immeuble Central Seine 42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12 FRANCE	Immeuble le Corner 97 / 101 Boulevard Vivier Merle 69003 LYON FRANCE
Tél +33 1 82 51 55 55 Fax +33 1 82 51 55 56 environnement@setec.fr www.setec.fr	Tél +33 5 67 19 64 78 Mob +33 7 64 57 56 81 margot.leloup@setec.com

Table des matières

1. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation du projet	4
2. Effets notables du projet sur l'environnement et la santé humaine	8
2.1 Ressources.....	8
2.2 Milieu naturel.....	9
2.3 Risques.....	10
2.4 Nuisances.....	12
2.5 Emissions	14
2.6 Production de Déchets non dangereux, inertes, dangereux	15
2.7 Patrimoine, cadre de vie et population.....	17
2.8 Effets cumulés avec d'autres projets.....	17
2.9 Incidence transfrontalière	18
2.10 Mesures d'évitement et de réduction.....	18

1. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation du projet

Ce paragraphe s'attache à évaluer la sensibilité environnementale du milieu dans lequel s'inscrit le projet.

Le projet se situe :	Oui / Non	Justifications
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF)	Non	Le projet n'est pas compris dans le périmètre d'une ZNIEFF : <ul style="list-style-type: none"> - La ZNIEFF de type I « Forêts alluviales, cours d'eau, marais et bocage à l'ouest de la Motte-Servolex » et la ZNIEFF de type II « ENSEMBLE FONCTIONNEL FORME PAR LE LAC DU BOURGET ET SES ANNEXES » se situent à environ 1,4 km au nord du site ; - La ZNIEFF de type II « MONTAGNE DE L'EPINE ET MONT DU CHAT » se situe à environ 4,3 km à l'ouest du site ; - La ZNIEFF de type I « Falaises et forêts occidentales du Mont Revard » et la ZNIEFF de type II « CHAINONS OCCIDENTAUX DES BAUGES » se situent à environ 3 km à l'est du site.
En zone de montagne	Non	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope	Non	
Sur le territoire d'une commune littorale	Non	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional	Non	Le projet se situe à environ 6 km du lac D'Aiguebelette classé comme réserve naturelle régionale. Il se situe également à environ 2 km au nord du parc naturel régional de la Chartreuse et à environ 4 km à l'ouest du Massif des Bauges.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	Non	

Le projet se situe :	Oui / Non	Justifications
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	Non	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation	Non	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	Oui	<p>Le site se situe sur la commune de Chambéry qui est concernée par le PPRI Bassin Chambérien approuvé le 07/12/2011. Le risque porte sur l'inondation par crue à débordement lent de cours d'eau.</p> <p>Le site projeté se situe à proximité de la Leysse avec une partie de la parcelle HB 0001 en zone inondable.</p> <p>La conformité du projet au PPRI est explicité dans la pièce n°15.</p> <p>Le projet n'est pas soumis à un PPRT ni à un PPRN.</p>
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	Non	<p>Le site n'est pas répertorié dans l'inventaire BASOL ni en SIS.</p> <p>La conclusion du diagnostic sur la qualité environnementale des sols pour le foncier anciennement Orange certifie que « <i>Les impacts retrouvés étant modérés, une activité de type industrielle (centre de tri) n'est pas remise en cause sur le site. Ainsi la qualité environnementale des sols est jugée compatible avec l'usage projeté.</i> ». La conclusion du diagnostic pour le foncier BMV est identique à celui d'ORANGE, sous réserve de l'application des recommandations faites dans ce même diagnostic (voir pièces n°9a et 9b). Le projet tient compte des prescriptions de ces diagnostics.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre du dépôt du Permis de Construire, une attestation ATTES-Alur est requise. L'objectif de cette attestation est de certifier l'adéquation entre le dossier de permis de construire, la notice technique établie par le maître d'ouvrage et les conclusions d'un plan de gestion établi par un bureau d'étude sur la base des études de pollution menées précédemment.</p>
Dans une zone de répartition des eaux ?	Non	

Le projet se situe :	Oui / Non	Justifications
[R.211-71 du code de l'environnement]		
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	Oui	<p>Le secteur du projet se trouve, pour sa partie aval (parcelle HB 0001), à l'intérieur de la Zone de Protection Rapprochée du Puit des îles (captage d'eau) ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique le 5 octobre 1994 et modifié le 10 avril 2013.</p> <p>L'ensemble des prescriptions est retranscrit dans la pièce n°4. Les solutions techniques définies sont abordées dans la pièce n°1 et la pièce n°24 et ses annexes présentent les démarches et justifications qui ont permis d'aboutir à ces choix.</p> <p>Les démarches entreprises en amont de ce projet par Savoie Déchets, en concertation avec les services de l'état (ARS, DREAL, DDT, Grand Chambéry) ont permis d'aboutir collégialement à définir la solution de gestion des eaux présentée dans ce dossier. Les choix et mesures retenus permettent d'assurer qu'aucun impact ne sera généré par le projet sur le captage d'eau. Des mesures de surveillances complémentaires sont par ailleurs proposées.</p>
Dans un site inscrit	Non	

Le projet se situe dans ou à proximité de :		Justifications
Site Natura 2000	Non	<p>Le site du projet n'est pas contenu ni situé à proximité immédiate d'une zone NATURA 2000 de la Directive Oiseaux. Les plus proches du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Avant-pays savoyard » (id : FR8212003) située à environ 6,5 km à l'ouest du site ; - « Rebord méridional du massif des Bauges » (id : FR8212013) située à environ 5,5 km à l'est du site. <p>Le site du projet n'est pas contenu ni situé à proximité immédiate d'une zone NATURA 2000 de la Directive Habitat. Les plus proches du site sont les suivantes :</p>

Le projet se situe dans ou à proximité de :		Justifications
		<ul style="list-style-type: none"> - « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard » (id : FR8201770) situé à environ 6,5 km à l'ouest du site ; - « Rebord méridional du massif des Bauges » (id : FR8201775) située à environ 5,5 km à l'est du site.
Site classé	Non	Le site classé le plus proche qui est l'ESPLANADE DU CHATEAU DE CHAMBERY est à environ 3 km au sud du site.

2. EFFETS NOTABLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

Ce paragraphe s'attache à évaluer les effets notables que le projet, y compris les éventuels travaux de démolition, est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine.

2.1 RESSOURCES

Sujet	Oui / Non	Justification
Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	Oui	<p>Une partie de l'eau consommée sur le site proviendra du réseau d'eau potable de la commune pour un usage domestique uniquement. L'activité de centre de tri n'est pas consommatrice d'eau potable pour un besoin industriel.</p> <p>Les équipements sanitaires seront par ailleurs équipés de dispositifs hydro économe (chasse d'eau, point de puisage...).</p> <p>L'autre partie proviendra des eaux pluviales de toiture récupérées pour partie dans une cuve de récupération à destination de l'aire de lavage des engins, des toilettes et pour l'arrosage des espaces verts du site.</p> <p>L'impact est donc limité.</p>
Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	Non	<p>Une partie du site est incluse dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau AEP (Puits des îles) dans lequel des prescriptions visent à interdire tout impact sur la masse d'eau souterraine passant sous le site.</p> <p>L'impact est donc nul car les prescriptions seront prises en compte dans la conception du projet afin d'éviter tout risque de contamination du puits des îles (voir pièce n°4).</p>
Est-il excédentaire en matériaux ?	Non	<p>Des bâtiments des anciennes activités Orange et BMV actuellement présents sur le site seront démolis. Dans le cadre d'une démarche environnementale de valorisation des matériaux jugés dans un état convenable, ces derniers seront réintroduits dans les nouvelles constructions du site.</p> <p>Le projet sera néanmoins déficitaire en matériaux (cf. point suivant).</p>

<p>Est-il déficitaire en matériaux ?</p> <p>Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?</p>	<p>Oui</p>	<p>En phase travaux, le projet sera déficitaire en matériaux et devra importer des matériaux en complément des matériaux réemployés issus de la déconstruction d'anciens bâtiments.</p> <p>Afin de limiter l'impact environnemental de la construction, le projet mettra en œuvre des matériaux issus du réemploi, du recyclage ou du biosourcés.</p> <p>Les matériaux importés seront prioritairement issus du réemploi et de l'économie circulaire et proviendront de partenaires locaux afin de limiter les effets du transport sur l'environnement.</p> <p>Pour le réemploi de matériaux de construction, le projet s'appuie sur des associations et des plateformes locales telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nobléma à Chambéry, - Matérium à Genève, - REED-recyclerie de Rillieux-la-Pape, - Etc... <p>Compte tenu du non-emploi de ressources du sous-sol et des mesures mises en place par le groupement pour réduire au maximum l'énergie grise et l'empreinte carbone de la construction, l'impact du projet peut être jugé faible.</p>
--	------------	---

2.2 MILIEU NATUREL

Sujet	Oui / Non	Justification
<p>Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?</p>	<p>Non</p>	<p>Le projet de centre de tri se situe dans la zone industrielle de Bissy de la commune de Chambéry.</p> <p>De plus, le site dispose déjà de structures ayant servi pour d'ancienne activités économiques.</p> <p>Le risque d'impact est donc faible.</p>

Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	Non	Le projet se situant dans une zone industrielle éloignée des sites NATURA 2000 aux alentours (à environ 5,5 km des plus proches), l'impact est donc nul.
Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées dans la partie 1 ?	Non	Le projet se situe dans une zone industrielle éloignée des sites et zones à caractère sensibles. Le site se situe pour sa partie aval (parcelle HB 0001), à l'intérieur de la Zone de Protection Rapprochée du Puit des îles (captage d'eau) ayant fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique le 5 octobre 1994 et modifié le 10 avril 2013. L'ensemble des prescriptions est retranscrit dans la pièce n°4, les mesures mises en place sont abordées dans la pièce n°1 et l'évolution sur la gestion des eaux du site est présentée dans la pièce n°24. Ces mesures visent à éviter les incidences du projet sur le point de captage d'eau du Puit des îles.
Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	Non	Le projet se situe dans une zone industrielle sur un site ayant déjà accueilli des structures pour des activités économiques par le passé.

2.3 RISQUES

Sujet	Oui / Non	Justification
Est-il concerné par des risques technologiques ?	Non	
Est-il concerné par des risques naturels ?	Oui	La commune est soumise à un Plan de Prévention des Inondation (PPRI). Une partie du site du projet est soumise au risque inondation qui présente des contraintes fortes sur le projet avec des prescriptions de construction et de restitution à la crue. Le projet se situe en zone de sismicité moyenne de niveau 4. Cependant, la commune n'est pas concernée par un PPR séisme.

Sujet	Oui / Non	Justification
		<p>Le projet également concerné par une exposition faible au retrait-gonflement des argiles et une exposition potentiel de catégorie 2 au risque radon.</p> <p>L'installation sera construite en accord avec les directives du PLUi de la commune de Chambéry et prendra en considération les contraintes liés aux risques naturels pour lesquels elle est concernée (voir pièce n°1, pièce n°4 et pièce n°15).</p>
<p>Engendre-t-il des risques sanitaires ?</p> <p>Est-il concerné par des risques sanitaires ?</p>	<p>Non</p> <p>Non</p>	<p>Aucun contact direct des populations environnantes avec les déchets réceptionnés n'est prévu.</p> <p>Les installations ne produiront pas d'effluents liés au procédé de tri mais uniquement des eaux usées domestiques (en provenance des blocs sanitaires) et industrielles (eaux de l'aire de lavage des engins, eau de voiries de la station de distribution de carburant et de l'aire de lavage, eaux issues de l'atelier de maintenance, eaux de mise en balles et condensats du réseau d'air comprimé) qui rejoindront le système d'assainissement collectif. Une partie des eaux usées industrielles sera traitée par un déboureur déshuileur (eaux aire de lavage, eaux de voiries de la station de distribution de carburant et de l'aire de lavage et eaux issues de l'atelier de maintenance) et une partie par un dégrilleur (eaux polluées issues des jus lors de la mise en balle des déchets), avant rejet dans le réseau d'eau usées (à la STEP) (voir la pièce n°1 pour plus de détails sur la gestion des eaux).</p> <p>Les condensats du réseau d'air comprimé feront l'objet d'un déshuilage avant rejets au réseau d'eaux usées (à la STEP).</p> <p>Le risque est donc jugé faible au vu des précautions mises en œuvre.</p> <p>Les autres voies d'expositions sanitaires potentielles sont l'inhalation de poussières et l'exposition au bruit. L'activité de tri se fera à l'abri sous un bâtiment fermé. Le seul équipement extérieur susceptible de générer des nuisances sonores pour les tiers est le dépoussiéreur. Ce dernier a été positionné dans l'enclave entre le hall process et les halls amont et aval, suffisamment éloigné des limites de site. Les mesures prises pour limiter le bruit sont détaillées au § 1.9 de la pièce n°1.</p> <p>Par ailleurs, le projet se situe en zone industrielle (à côté de l'UVETD existante) et ne présente pas de sensibilité particulière à ces 2 types de nuisances.</p> <p>L'ensemble des mesures de prévention et protection mises en place sur le site permet de conclure que le projet ne sera pas à l'origine de risques sanitaires.</p>

2.4 NUISANCES

Sujet	Oui / Non	Justification
Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	Oui	<p>Les travaux entraîneront un trafic supplémentaire au sein de la zone lié aux apports de matériaux de construction. Cependant ces travaux seront limités en volume et dans le temps.</p> <p>L'exploitation du centre de tri générera quant à elle un flux de trafic additionnel de 0,5 % au flux actuel de la départementale D16A (estimé à 175 véhicules : 60 PL et 115 VL) (voir la pièce n°1 pour le détail du calcul).</p> <p>L'impact est jugé faible du fait de la localisation du projet en zone industrielle et du nombre de véhicule supplémentaire qu'il va générer. Les mesures de réduction des impacts sont les suivantes : voiries d'accès adaptées à ces trafics, optimisation des transports d'apports et d'évacuations des déchets par la massification de ceux-ci.</p>
Est-il source de bruit ?	Oui	<p>Le projet sera source de bruit pendant la phase travaux, qui aura cependant uniquement lieu en horaire de jour, hors week-end et jours fériés.</p> <p>Par ailleurs, les mesures suivantes seront prises pour limiter les nuisances sonores en phase chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moteurs coupés lors des opérations de chargement et déchargement (si possible) ; - Raccordement au réseau électrique à privilégier à l'utilisation de groupe électrogène ; - Capotage du matériel de chantier et entretien pour limiter les émissions sonores ; - Utilisation d'engins homologués en conformes CE ; - Etc... <p>En phase d'exploitation, les activités bruyantes se feront sous bâtiment fermé (process de tri, presses). Par ailleurs, des engins électriques seront utilisés.</p>

Sujet	Oui / Non	Justification
Est-il concerné par des nuisances sonores ?	Oui	<p>L'impact est donc jugé faible.</p> <p>Le projet sera concerné par des nuisances sonores du fait de sa localisation en zone industrielle et aux diverses activités aux alentours.</p> <p>Cependant, l'impact est jugé faible et ne portera pas atteinte à l'activité projetée.</p>
Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	Non Oui	<p>Le futur centre de tri accueillera des déchets issus de la collecte sélective. Ils seront de type papiers, cartons, plastiques et métaux et ne seront donc pas source d'odeur.</p> <p>L'impact est jugé nul.</p> <p>Le projet pourrait être concerné par des nuisances olfactives liées à l'activités de service des eaux (située à proximité directe à l'est du site) et potentiellement l'activité de l'abattoir (située à l'ouest du site).</p> <p>Cependant, l'impact est jugé faible et ne portera pas atteinte à l'activité projetée.</p>
Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	Oui Non	<p>Le projet pourra être source de vibrations temporairement pendant la phase travaux.</p> <p>Lors de l'exploitation, les machines de tri et de conditionnement sont susceptibles d'engendrer des vibrations, mais celles-ci seront limitées. Elles sont conçues et installées de façon à ne pas générer de vibration à l'extérieur du site. Les équipements seront conformes aux exigences réglementaires en vigueur.</p> <p>L'impact est jugé faible.</p> <p>Le projet sera entouré d'activités qui ne devraient pas être génératrices de vibrations.</p> <p>L'impact est jugé faible voir nul.</p>
Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	Oui Non	<p>L'éclairage sur le site sera limité et ne sera effectif que pour assurer la sécurité du site lorsque la luminosité naturelle sera faible et la nuit. L'éclairage sera orienté vers le sol.</p> <p>L'activité se déroulera essentiellement sous bâtiment fermé et l'éclairage interne du bâtiment n'aura donc pas d'impact sur l'extérieur.</p> <p>L'impact est jugé nul.</p> <p>Le projet ne sera pas concerné par des émissions lumineuses environnantes.</p>

2.5 EMISSIONS

Sujet	Oui / Non	Justification
Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	Non	<p>Il n'y aura pas d'émissions canalisées. Les émissions atmosphériques diffuses seront des gaz d'échappement issus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des engins en phase travaux, - des engins et véhicules non électriques circulant sur site en phase exploitation. <p>L'impact est jugé faible du fait de la faible augmentation du nombre de véhicule que va générer l'activité et dont la plupart seront de type électrique (cf. nuisances liées au trafic page 10 du présent document).</p>
<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	Oui	<p>Rejet des eaux pluviales du parking (type Evergreen) et voiries VL dans des noues et autres espaces verts creux afin de favoriser l'infiltration naturelle (zone Zéro rejet d'eaux pluviales dans le réseau public-voir pièce n°4). Les eaux pluviales de toiture des halls amont, aval et process (une partie) seront directement envoyées dans les ouvrages d'infiltration via un regard. En cas d'incendie, la vanne de sectionnement vers les bassins d'infiltration se fermera et les EP seront alors dirigées vers les bassins de rétention des eaux incendie ;</p> <p>Les eaux de voiries des PL seront traitées via un séparateur d'hydrocarbures puis rejetées dans le réseau EP public. En cas de sinistre (incendie ou déversement accidentel), les eaux seront dirigées vers le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie. Celles-ci seront directement pompées et évacuées par camions vers les filières de traitements adaptées.</p> <p>Une partie des eaux pluviales de toitures sera récupérée à l'aide d'une cuve à destination des toilettes du site et servira aussi pour l'arrosage des espaces verts et le lavage des engins.</p> <p>Les eaux usées industrielles seront quant à elles traitées par un débourbeur déshuileur et un dégrilleur pour les eaux de mise en balle, avant rejet dans le réseau d'eau public (voir la pièce n°1 pour plus de détails sur la gestion des eaux).</p> <p>Rejet des EP de toiture, de voirie de VL et du parking dans les ouvrages d'infiltration (noues et espaces verts creux) et rejet des EP de voirie des PL dans le réseau EP collectif après passage par un séparateur d'hydrocarbure. Rejet des</p>

Sujet	Oui / Non	Justification
		<p>eaux usées industrielles et domestiques dans le réseau collectif après traitements amonts en fonction de l'usage.</p> <p>Les choix techniques de conception du mode de gestion des eaux pluviales tiennent compte du contexte réglementaire du site, des nombreux échanges avec les services de l'état ainsi que de l'étude d'incidence hydrogéologique visant à déterminer le niveau d'impact de ce projet sur le milieu naturel. Cette étude est présentée dans la pièce n°24.</p> <p>La gestion des eaux a été conçue de manière à prendre en compte les différentes exigences réglementaires applicables sur le site, tout en garantissant la sécurité du milieu naturel. Par ailleurs, des mesures de surveillance permettront de s'assurer du bien fondé de cette conception.</p>
Engendre-t-il des d'effluents ?	Oui	<p>Les installations ne produiront pas d'effluents liés au procédé de tri mais uniquement des eaux domestiques (provenant des blocs sanitaires du site) et des eaux industrielles (eaux de l'aire de lavage des engins, eaux de voiries de la station de distribution de carburant, eaux issues de l'atelier de maintenance et eaux de mise en balles) qui rejoindront le système d'assainissement collectif.</p> <p>L'impact est jugé faible au vu des précautions mises en œuvre (voir pièce n°1 partie 1.7 sur la gestion des eaux du site).</p>

2.6 PRODUCTION DE DECHETS NON DANGEREUX, INERTES, DANGEREUX

Sujet	Oui / Non	Justification
Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	Oui	<p>Dans le cadre des activités du site, 3 types de déchets seront produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets ménagers produits par les opérateurs travaillant sur site correspondent à des déchets courants (emballage alimentaire, bouteilles d'eau, papier, ...). Des contenants adaptés seront mis à disposition pour la collecte et le tri de ces déchets ménagers. Les déchets recyclables seront directement traités dans le centre de tri, les ordures ménagères résiduelles seront gérées dans la filière classique. - Les opérations d'entretien courant des engins de chantier (mise à niveau des fluides, changement des pneus, ...) peuvent générer des déchets dangereux tels que les

		<p>cartouches de graisses, des chiffons et gants souillés, etc. Ces déchets dangereux seront conditionnés dans des bacs prévus à cet effet. Une fois les bacs remplis, les déchets seront éliminés vers des filières adaptées agréées et dûment autorisées.</p> <p>- Les déchets issus des activités de maintenance et de remplacement d'équipements : bois, palettes, plastique, carton et ferrailles.</p> <p>Ces déchets seront évacués soit vers des filières de valorisation agréées soit vers des filières d'éliminations dûment autorisées.</p> <p>Les quantités produites seront limitées.</p>
--	--	--

2.7 PATRIMOINE, CADRE DE VIE ET POPULATION

Sujet	Oui / Non	Justification
Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	Non	Le projet respecte l'ensemble des règles des zonages concernés imposées dans le PLUi. Un travail d'intégration architecturale et paysagère a été réalisé (voir pièce n°21). Le projet n'aura pas d'impact notable.
Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	Non	Le projet se situe en zone industrielle déjà urbanisée.

2.8 EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS

Sujet	Oui / Non	Justification
Les incidences du projet, identifiées en amont, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?	Non	Un projet de restructuration du système d'assainissement de la RN201 – VRU Chambéry a fait l'objet d'une enquête publique entre le 9 mai et le 17 juin 2022. Ce projet n'a fait l'objet d'aucune observation du public. Les effets cumulés potentiels entre ce projet et le futur centre de tri sont liés à l'évacuation des eaux au sein du réseau d'assainissement collectif. Les eaux rejetées au réseau en question par le projet feront l'objet d'une convention de rejet entre le centre de tri et l'exploitant du réseau d'assainissement. Le cas échéant, l'ensemble des contraintes et obligations mutuelles seront explicitées dans ce document.

2.9 INCIDENCE TRANSFRONTALIERE

Sujet	Oui / Non	Justification
Les incidences de l'installation, identifiées en amont, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?	Non	Non concerné

2.10 MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Dans le cadre de l'exploitation du futur centre de tri, l'exploitant, s'inscrivant dans une démarche de développement durable, mettra en œuvre, en sus de l'ensemble des mesures prescrites des divers documents d'urbanisme (PLUi, PPRI, zone de protection rapproché du captage d'eau du Puit des îles et de la zone Zéro rejet d'eaux pluviales dans le réseau d'eau public) et des prescriptions des experts intervenus (hydrogéologue, expert qualité des sols), les mesures de réduction suivante :

- Une maîtrise de la thématique eau (gestion des eaux pluviales et effluents, prise en compte du risque inondation, récupération d'une partie des eaux de pluie) ;
- Une maîtrise de la qualité de l'air intérieur et extérieur (mise en place d'un dépoussiéreur) ;
- Une maîtrise des émissions de poussières et envols :
 - les voies seront régulièrement nettoyées,
 - un système de captation des poussières sera placé au-dessus des équipements les plus générateurs de poussières,
 - le transport des déchets susceptibles de provoquer des envols se fera en bennes couvertes,
 - le dépôt et chargement des déchets se fera à l'intérieur des bâtiments,
- Une maîtrise des nuisances sonores par le choix des équipements les moins bruyants. Le bruit sera de plus limité aux horaires de fonctionnement du site.
- Une attention particulière à l'intégration paysagère et architecturale du site ainsi qu'à l'aménagement des espaces verts, sur les essences mises en place et la nature des arbres.
- Un chantier à faibles nuisances sera mené (valorisation des matériaux issus de la démolition des bâtiments existants sur le site).

Par ailleurs, concernant les risques liés aux activités du site, notamment l'incendie, des moyens appropriés de prévention et de lutte contre l'incendie seront prévus (voir pièce n°2 bis).



www.setec.fr

Paris

Immeuble Central Seine
42-52 quai de la Rapée
CS 71230
75583 PARIS CEDEX 12
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

Lille

2 rue du Priez
59000 LILLE
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

Lyon

Immeuble le Crystallin
191-193 cours Lafayette
CS 20087
69458 LYON CEDEX 06
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

Nantes

L'Acropole
1 allée Baco
44000 NANTES
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 – SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 – TVA FR 38330727264